



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral relatif à l'exploitation par la société CARBIOS 54 d'une usine de
dépolymérisation enzymatique de polyéthylène téréphtalate (PET)
située rue Ernest Hemingway à Longlaville (54810)**

n° 2022/1171 DEC FIN

AIOT 0100011293

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation ;

Vu les arrêtés ministériels de prescriptions applicables aux ICPE relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2662 (stockage de polymères), 2714 (transit de déchets non dangereux), 2915-1 (procédé de chauffage par fluide caloporteur) et 2921-1 (refroidissement évaporatif) ;

Vu les arrêtés ministériels de prescriptions applicables aux ICPE relevant du régime de la déclaration au titre des rubriques 1185-2 (emploi de gaz à effet de serre) et 2910-A (installation de combustion) ;

Vu l'arrêté n° 2023/DDT/ERC/018 du 2 juin 2023 portant approbation de la modification du plan de prévention des risques inondations (PPRI) de la Chiers sur le territoire de la commune de Longlaville ;

Vu l'arrêté d'approbation du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Bassin ferrifère signé le 27 mars 2015 ;

Vu la demande d'autorisation environnementale déposée sur le Guichet Unique Numérique (GUNenv) le 21 décembre 2022 par la société CARBIOS 54 dont le siège social est situé Pôle Européen de développement à Longlaville (54810), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une usine de dépolymérisation enzymatique de polyéthylène téréphtalate (PET), rue Ernest Hemingway à Longlaville ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 15 mars 2023 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 11 mai 2023 ;

Vu l'ordonnance n°E23000040/54 en date du 20 avril 2023 du président du tribunal administratif de Nancy, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 mai 2023 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 31 jours consécutifs du 12 juin au 12 juillet inclus sur le territoire des communes de Longlaville (commune d'implantation projet), Mont Saint-Martin, Cosnes-et-Romain, Longwy, Saulnes, Herserange, Haucourt-Moulaine, Hussigny-Godbrange, Mexy, Aubange (Belgique), Pétange (Luxembourg), Differdange (Luxembourg) ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication en date du 25 mai 2023 et 13 juin 2023 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Longlaville, Longwy, Saulnes, Hussigny-Godbrange, Pétange (Luxembourg), Differdange (Luxembourg) ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé AN/IP/1477-2023 du 31 août 2023 ;

Vu l'avis favorable en date du 19 septembre 2023 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 21 septembre 2023 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations du demandeur sur le projet d'arrêté préfectoral, émises le 22 septembre 2023 ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants ;

Considérant qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à améliorer à son projet initial, en particulier en ce qui concerne le traitement des effluents, les nuisances sonores, la prévention du risque inondation, la prise en compte des sols pollués ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société CARBIOS 54, (SIRET 914 296 330 00014), dont le siège social est situé à Longlaville (54810) - Pôle Européen de développement, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Longlaville - Rue Ernest Hemingway (coordonnées Lambert 93 X=902747 et Y=6941125), une usine de dépolymérisation enzymatique de polyéthylène téréphtalate (PET) dont les installations sont détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Surface
Longlaville	Section AB - parcelle n°210	12 ha 95 a

1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L.214-3 du Code de l'environnement ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;

1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation Quantité autorisée	Régime ⁽¹⁾
1630-1	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t	Stockage - emploi de soude à 30% (1 réservoir de 1 200 m³) 1 600 t	A
2661-1-a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de). 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j	Unité d'extrusion de polyéthylène téréphtalate (PET) 150 t/j (en équivalent 100% PET)	A

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation Quantité autorisée	Régime ⁽¹⁾
3410-b	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : b) hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, et mélanges d'esters, acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes	Dépolymérisation enzymatique de 50 000 t/an de PET (en équivalent 100% PET) en produits organiques de type : - Acide carboxylique (acide téréphtalique PTA) : 39 000 t/an - Diols (monoéthylène glycol MEG) : 13 000 t/an	A
2662-1	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Stockage de paillettes ⁽²⁾ PET : 2 500 m ³ (4 silos de 500 m ³ + 20 containers de 25 m ³) Stockage de granules PET : 750 m ³ (30 containers de 25 m ³) Volume total : 3 250 m ³	E
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Stockage de paillettes ⁽²⁾ de PET-déchet (4 silos de 500 m ³ + 20 containers de 25 m ³) 2 500 m ³	E
2915-1-a	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) étant : a) supérieure à 1 000 l	Huile thermique pour chauffage process 13 000 l	E
2921-1-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de). 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	Tours aéroréfrigérantes 10,7 MW	E

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation Quantité autorisée	Régime ⁽¹⁾
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Fluide frigorigène pour groupe froid 1 500 kg	DC
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudières à gaz naturel : 1 Chaudière MP + 1 Chaudière chauffage huile thermique 1 groupe diesel 19 MW	DC

⁽¹⁾ : A (autorisation), E (Enregistrement), DC (Déclaration avec contrôle périodique), D (Déclaration).

⁽²⁾ : La quantité totale de paillettes stockées sur le site au titre des rubriques 2662 et 2714 est de 2 500 m³.

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Régime ⁽¹⁾
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage ou le remblai dans le lit majeur.	Surface soustraite (remblais + rétentions) 129 000 m ²	A
1.1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélève-	3 piézomètres	D

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Régime ⁽¹⁾
	ment temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau		
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	12,95 ha	D

⁽¹⁾ : A (autorisation), D (Déclaration).

1.2.1 Réglementation IED

Au sens de l'article R.515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3410 relative à « Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques » et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF LVOC relatif à la chimie organique .

L'établissement est également concerné par les BREF suivants :

- CWW relatif aux systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique ;
- EFS relatif aux émissions dues au stockage de matières dangereuses ou en vrac ;
- ICS relatif aux systèmes de refroidissement industriel ;
- WGC relatif aux systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduaires dans le secteur chimique.

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation initial complété, comprenant les éléments confidentiels.

1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

L'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et à l'article L. 211-1, et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

1.5 Garanties financières

1.5.1 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour les rubriques 2714 et 3410.

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 1 605 544 € TTC (indice TP 01 de mai 2023 = 128,9 et TVA = 20 %).

Le montant des garanties financières est actualisé :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice des travaux publics TP 01,
- dans les six mois suivant une augmentation supérieure de 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

1.5.2 Établissement des garanties financières

Avant la mise en activité des installations, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement,
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

1.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial Réf n° N2102168-200-DE005-B du 15/03/2023 comprenant les éléments confidentiels, complété, ainsi que la dernière version de l'étude de dangers,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.7 Conditions particulières

La construction des installations et leur mise en service sont précédées par la mise en œuvre de mesures de gestion au titre des sols pollués de leur terrain d'assise afin de rendre le site compatible avec l'usage industriel projeté.

Le site est pourvu de places de stationnement pour poids-lourds et véhicules légers en nombre suffisant et organisé de façon à éviter des stationnements sauvages à l'extérieur de l'enceinte de l'établissement pendant ou en dehors des heures d'ouverture du site.

2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

2.1 Conception des installations

2.1.1 Conduits et installations raccordées - conditions générales de rejet

N° de conduit	Installations raccordées	Coordonnées (Lambert 93)	Hauteur en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse d'éjection minimale en m/s	Traitement
1	Effluents gazeux de l'unité de purification du MEG	X (m) : 902461,40 Y (m) : 6941231,94	26	46 000	8	néant
2	Chaudière gaz moyenne pression	X (m) : 902458,62 Y (m) : 6941176,23	16	4 000	5	néant
3	Traitement gaz extrudeuse PET	X (m) : 902567,25 Y (m) : 6941284,18	24	10 000	8	adsorption
4	Chaudière / huile chaude	X (m) : 902563,53 Y (m) : 6941336,37	20	1 000	5	néant
5	Unité de cristallisation du PTA (épuration humide)	X (m) : 902508,95 Y (m) : 6941324,76	24	305	5	laveur de gaz
6	Unité de séchage du PTA	X (m) : 902482,54 Y (m) : 6941308,37	20	400	5	laveur de gaz

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

2.2 Limitation des rejets

2.2.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

2.2.1.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Concentration mg/Nm³	Flux	
		kg/h	kg/an
Conduit n°1 - effluents gazeux de l'unité de purification du MEG			
COVT	15	0,92	8 059
COV - Annexe III - AM 02/02/1998	2	0,09	806
Conduit n°2 - Chaudière gaz moyenne pression			

SO ₂	300	1,2	10 512
NO _x en équivalent NO ₂	100	0,4	3 504
Conduit n°3 - traitement gaz extrudeuse PET			
COVT	20	0,2	2000
COV - Annexe III - AM 02/02/1998	5	0,05	500
Poussières, y compris particules fines	40	0,4	3 504
Conduit n°4 - chaudière / huile chaude			
SO ₂	300	0,3	2 628
NO _x en équivalent NO ₂	100	0,1	876
Conduit n°5 - unité de cristallisation du PTA (épurateur humide)			
Poussières, y compris particules fines	40	0,01	107
Conduit n°6 - unité de séchage du PTA			
Poussières, y compris particules fines	100	0,04	350

2.2.1.2 Émissions diffuses

Le flux annuel d'émissions diffuses de COVNM ne dépasse pas 332 kg/an.

2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance des rejets canalisés dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission à l'autorité administrative
Débit	Semestrielle ⁽¹⁾	annuelle
Poussières	semestrielle ⁽¹⁾	annuelle
SO ₂	semestrielle ⁽¹⁾	annuelle
NO _x	semestrielle ⁽¹⁾	annuelle
COVT	semestrielle ⁽¹⁾	annuelle
COV Annexe III	semestrielle ⁽¹⁾	annuelle
COV CMR catégorie 1	semestrielle ⁽²⁾	annuelle
COV CMR catégorie 2	semestrielle ⁽²⁾	annuelle

⁽¹⁾ : La fréquence minimale de surveillance peut être ramenée à une fois par an s'il est démontré que les niveaux d'émission mesurés dans des conditions de fonctionnement normal sont suffisamment stables.

⁽²⁾ : pour ces substances CMR, la surveillance est réalisée sur les émissions des conduits n°1 et n°3, sur une période minimale de 2 ans représentative des conditions de fonctionnement normales, à l'issue de laquelle l'exploitant peut, selon les résultats obtenus, demander au préfet la révision de la liste des paramètres à contrôler.

2.3.2 Surveillance des émissions diffuses

L'exploitant assure une surveillance annuelle des émissions diffuses (fugitives et non fugitives).

3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Aucun prélèvement d'eau dans le milieu n'est effectué.

L'eau utilisée provient du réseau d'eau potable communal.

Les prélèvements d'eau sur le réseau d'eau potable de la collectivité, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à :

- 150 m³/heure
- 1 210 000m³/an

L'exploitant transmet à l'autorité administrative un plan de réduction de la consommation d'eau, ainsi que l'échéancier de sa mise en œuvre, dans un délai maximal de 2 ans à compter de la date de mise en service des installations. Ce plan intègre en particulier la possibilité de recycler les effluents de procédés.

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 5 l/s/ha, soit 168 m³/h.

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Le système de traitement des effluents est basé sur les dispositifs suivants :

- Un bassin d'orage collectant les eaux pluviales ;
- Une unité de traitement des eaux du process et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- Une fosse d'urgence permettant de confiner les eaux polluées.

3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- Eaux pluviales non polluées de toiture
 - Les eaux issues des différentes toitures des bâtiments de l'établissement, sauf celles des bâtiments Na₂SO₄, PTA, chaufferie BP, Traitement déminé, poste de chargement/déchargement des camions, local logistique camion, poste de distribution HT, poste de distribution gaz.
- Eaux pluviales susceptibles d'être polluées :
 - Les eaux pluviales issues des aires de rétention (cuvette de rétention des réservoirs de stockage et rétentions des aires de chargement / déchargement des matières et produits finis) munies de puisards étanches. Il s'agit des effluents issus des eaux pluviales pouvant être contaminées par d'éventuels épanchements accidentels de produits chimiques nécessitant potentiellement un traitement avant rejet dans le milieu extérieur, la Chiers ;
 - Les eaux pluviales issues des unités process (unités extérieures). Il s'agit des eaux pluviales s'écoulant sur les zones étanches des unités process pouvant être contaminées par des éventuels épanchements de produits chimiques nécessitant potentiellement un traitement avant rejet dans le milieu extérieur, la Chiers ;
 - Les eaux pluviales issues des zones du site ne contenant pas de produits chimiques, c'est-à-dire les unités de stockage des produits solides en conteneurs, les voiries et parking.

- Effluents process - Eaux usées issues du procédé de recyclage enzymatique :
- Les effluents process sont représentés par tous les effluents aqueux issus du procédé de recyclage enzymatique.
- Eaux usées domestiques
- Les effluents provenant des sanitaires des différents bâtiments.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet		Conditions de raccordement
			type	description	
N°1	X :1902540.2828 Y :8263348.1356	Eaux usées issues du procédé de recyclage enzymatique et eaux pluviales contaminées des unités du procédé de recyclage, après traitement	Milieu naturel	Chiers (code Sandre : 02115200)	Convention d'occupation du domaine public
N°2	X :1902517.6219 Y :8263361.5925	Eaux usées domestiques	réseau eaux usées	STEP de Longwy à Lexy (code sandre : 025432300744)	Autorisation de raccordement
N°3	X : 1902540.2828 Y : 8263348.1356	Eaux pluviales non polluées et susceptibles d'être polluées, après passage par un décanteur-déshuileur, hors eaux pluviales des unités du procédé	Milieu naturel	Chiers (code Sandre : 02115200)	Convention d'occupation du domaine public

Point de rejet interne à l'établissement	N° : 3.1
Coordonnées Lambert 93	X : 1902540.7114 Y : 8263348.3938
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Exutoire du rejet	Bassin d'orage
Traitement avant rejet	Décanteur-déshuileur

Point de rejet interne à l'établissement	N° : 3.2
Coordonnées Lambert 93	X : 1902539.3484 Y : 8263347.9452
Nature des effluents	Eaux pluviales non polluées (eaux de toitures)
Exutoire du rejet	Bassin d'orage
Traitement avant rejet	Pas de traitement

3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides dans le milieu naturel sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En particulier, l'ouvrage de rejet dans la rivière Chiers, équipé d'un clapet anti-retour, intègre un aménagement des berges conçu pour éviter l'érosion des berges et du lit mineur.

Lors de la première année d'exploitation des installations, l'exploitant met en place un suivi mensuel des débits rejetés dans la rivière Chiers couplé avec un suivi de la tenue des berges potentiellement impactées par le rejet. Au-delà de la première année, la fréquence du suivi est semestrielle.

Les résultats interprétés sont transmis semestriellement à l'autorité administrative. Ce rapport semestriel contient également la liste des opérations d'entretien réalisés par l'exploitant.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec l'autorité compétente.

Pour les rejets dans une station collective, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

3.3 Limitation des rejets

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Eaux industrielles après traitement (eaux usées issues du procédé de recyclage enzymatique) :

Point de rejet référencé n°1 : eaux de process issues de la station de traitement

- Température maximale : < 30 °C
- pH : 5,5 à 8,5
- Débit maximal journalier : 3 144 m³/j
- Débit maximum horaire : 131 m³/h

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (*)	Flux maximal journalier
MACROPOLLUANTS		en mg/l	en Kg/j
DCO	1314	34	107
DBO ₅	1313	13	41
COT	1841	11	35
Sulfates	1338	1056	3320
MES	1305	7,00	22,0
Azote global	1351	6,00	19,0
Azote Kjeldahl	1319	3,20	10,0
Nitrates (NO ₃ ⁻) exprimé en N	1340	4,40	14,0
Ammonium (NH ₄ ⁺) exprimé en N	1335	1,00	3,0
Nitrites (NO ₂ ⁻) exprimé en N	1339	0,05	0,2
Azote inorganique exprimé en N		5,50	17,0
Phosphore total	1350	0,47	2,0
Phosphates (PO ₄ ³⁻)	1433	1,50	5,0
MICROPOLLUANTS		en µg/l	en g/j
Antimoine (en Sb)	1376	94,9	298,4
Cobalt (en Co)	1379	2,0	6,3

Halogènes des composés organiques adsorbables - AOX	1106	158,6	498,6
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	3,9	12,3
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	4,5	14,2
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	25,4	79,9
Nickel et ses composés(en Ni)	1386	7,2	22,6
Arsenic et ses composés (en As)	1369	2,6	8,2
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	1,6	5,0
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388	1,3	4,1
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	0,3	0,9
Fer et ses composés (en Fe)	1393	28,1	88,3
Aluminium (en Al)	1370	121,8	382,9
Etain et ses composés (en Sn)	1380	1,6	5,0
Manganèse et composés (en Mn)	1394	2,4	7,6
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)		LQ	/
Pesticides		LQ	/
Dioxines		LQ	/
PBDE (Diphényléthers bromés)		LQ	/
PFCA (acides perfluorocarboxyliques et dérivés)		LQ	/
Dérivés du phénol		LQ	/
Phtalates		LQ	/
Organométalliques		LQ	/
Alkylphénols		LQ	/
Anilines		LQ	/
BDE		LQ	/
BTEX		LQ	/
Chlorobenzènes		LQ	/
Chlorophénols		LQ	/
COHV		LQ	/
Nitroaromatiques		LQ	/
Organostanneux		LQ	/
PCB (polychlorobiphényles)		LQ	/

(*) la concentration maximale est mesurée sur la base d'un prélèvement instantané (d'une durée minimale représentative).

3.3.2 Rejets internes

Points de rejet référencés n°3.1 et 3.2 : eaux pluviales

- Température maximale : < 30 °C
- pH : 5,5 à 8,5

Point de rejet n°3-1 : eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l (*)
DCO	1314	125
MES	1305	35
Hydrocarbures totaux	7008	10

Point de rejet n°3-2 : eaux pluviales de toiture

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l (*)
DCO	1314	125
MES	1305	35

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau potable sont munies de dispositifs de mesure totalisateur permettant de distinguer les eaux utilisées dans le procédé industriel.

Ce dispositif est relevé journalièrement et les résultats sont portés sur un registre.

3.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Rejet n° 1 : eaux de process issues de la station de traitement

Paramètre	Code SANDRE	Périodicité de la mesure
Température	1301	journalière
Ph	1302	journalière
Conductivité	1304	journalière
Débit	1946	journalière
MACROPOLLUANTS :		
DCO	1314	Mensuelle
DBO ₅	1313	Mensuelle
COT	1841	Mensuelle
Sulfates	1338	Mensuelle
MES	1305	Mensuelle
Azote global	1351	Mensuelle
Azote Kjeldahl	1319	Mensuelle
Nitrates (NO ₃ ⁻)	1340	Mensuelle
Ammonium (NH ₄ ⁺)	1335	Mensuelle
Nitrites (NO ₂ ⁻)	1339	Mensuelle
Azote inorganique		Mensuelle
Phosphore total	1350	Mensuelle
Phosphates (PO ₄ ³⁻)	1433	Mensuelle
MICROPOLLUANTS :		
Antimoine (en Sb)	1376	Trimestrielle
Cobalt (en Co)	1379	Trimestrielle
Halogènes des composés organiques adsorbables - AOX	1106	Trimestrielle
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	Trimestrielle ⁽¹⁾
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	Trimestrielle ⁽¹⁾
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	Trimestrielle ⁽¹⁾
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	Trimestrielle ⁽¹⁾
Arsenic et ses composés (en As)	1369	Trimestrielle ⁽¹⁾
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	Trimestrielle ⁽¹⁾
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388	Trimestrielle ⁽¹⁾
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	Trimestrielle ⁽¹⁾
Fer et ses composés (en Fe)	1393	Trimestrielle ⁽¹⁾
Aluminium (en Al)	1370	Trimestrielle ⁽¹⁾
Etain et ses composés (en Sn)	1380	Trimestrielle ⁽¹⁾

Manganèse et composés (en Mn)	1394	Trimestrielle ⁽¹⁾
COV (composés organiques volatils)	438	Trimestrielle ⁽¹⁾
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	7088	Trimestrielle ⁽¹⁾
Pesticides	6276	Trimestrielle ⁽¹⁾
Composés de type dioxines dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD	7707	Trimestrielle ⁽¹⁾
PBDE (polybromodiphényléthers)	66	Trimestrielle ⁽¹⁾
PFOA (acides perfluorocarboxyliques et dérivés)	-	Trimestrielle ⁽¹⁾
Dérivés du phénol	-	Trimestrielle ⁽¹⁾
Phtalates	69	Trimestrielle ⁽¹⁾
Organométalliques	45	Trimestrielle ⁽¹⁾
Alkylphénols	-	Trimestrielle ⁽¹⁾
Anilines	54	Trimestrielle ⁽¹⁾
BDE	-	Trimestrielle ⁽¹⁾
BTEX	5918	Trimestrielle ⁽¹⁾
Chlorobenzènes	1467	Trimestrielle ⁽¹⁾
Chlorophénols	117	Trimestrielle ⁽¹⁾

⁽¹⁾ : pour ces substances, la surveillance est effectuée sur une période minimale de 12 mois représentative des conditions de fonctionnement normales, à l'issue de laquelle l'exploitant réalise un bilan des rejets qui comprend un volet compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu (Chiers). L'exploitant peut, selon les conclusions de ce bilan, demander au préfet la révision de la liste des paramètres à contrôler.

Des analyseurs mesurent en continu en sortie de la station de traitement le carbone organique total (COT), les nitrates NO₃⁻ et les orthophosphates (PO₄).

Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS)

L'exploitant établit, sous trois mois à compter de la mise en service des installations, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) sur le point de rejet.

Le délai pour réaliser la première campagne d'analyse est de 3 mois à compter de la mise en service des installations.

Cette campagne porte sur:

1 ° - L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;

2 ° - L'analyse de chacune des substances suivantes:

Substance	Abréviation	No CAS	Code SANDRE
Acide perfluorobutanoïque	PFBA	375-22-4	5980
Acide perfluoropentanoïque	PFPeA	2706-90-3	5979
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4	5978
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9	5977
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1	5347
Acide perfluorononanoïque	PFNA	375-95-1	6508
Acide perfluorodécanoïque	PFDA	335-76-2	6509
Acide perfluoroundécanoïque	PFUnDA; PFUnA	2058-94-8	6510
Acide perfluorododécanoïque	PFDoDA; PFDoA	307-55-1	6507
Acide perfluorotridécanoïque	PFTTrDA; PFTTrA	72629-94-8	6549
Acide perfluorobutanesulfonique	PFBS	375-73-5	6025

Acide perfluoropentanesulfonique	PFPeS	2706-91-4	8738
Acide perfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4	6830
Acide perfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8	6542
Acide perfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1	6560
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	68259-12-1	8739
Acide perfluorodécane sulfonique	PFDS	335-77-3	6550
Acide perfluoroundécane sulfonique	PFUnDS	749786-16-1	8740
Acide perfluorododécane sulfonique	PFDoDS	79780-39-5	8741
Acide perfluorotridécane sulfonique	PFTTrDS	791563-89-8	8742

3 ° - La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions sus-visées, techniquement quantifiable, non comprise dans la liste du 2 ° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement. Sont particulièrement concernées les substances suivantes:

Substance	Abréviation	No CAS	Code SANDRE
Acide perfluorotétradécanoïque	PFTeA; PFTeDA	0376-06-07	6547
Acide perfluorohexadécanoïque	PFHxDA	67905-19-5	8984
Acide perfluorooctadécanoïque	PFODA	16517-11-06	8985
Ammonium perfluoro (2-méthyl-3-oxahexanoate)	HFPO-DA (Gen X)	13252-13-6 (62037-80-3)	8982
4,8-Dioxa-3H-perfluorononanoic acid	DONA; ADONA	919005-14-4 (958445-44-8)	8983
Perfluoro([5-méthoxy-1,3-dioxolan-4-yl]oxy)acetic acid	C6O4	1190931-27-1 (1190931-41-9)	8981
2-perfluorohexyl ethanol (6: 2)	6: 2 FTOH; FHET	647-42-7	7997
2-perfluorooctyl ethanol (8: 2)	8: 2 FTOH; FOET	678-39-7	8000

Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2 ° ci-dessus et les prélèvements des substances mentionnées au 3 ° ci-dessus sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1 ° ci-dessus et pour les analyses des substances mentionnées au 3 ° ci-dessus. Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements de la campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sont réalisés pour les substances énumérées ci-dessus à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1 ° ci-dessus, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° supra, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention «non quantifiée» est précisée.

L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue ci-dessus.

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.

Rejets n°3 : eaux pluviales

Paramètre	Code SANDRE	Périodicité de la mesure
pH	1302	semestrielle
DCO	1314	semestrielle
MES	1305	semestrielle
Hydrocarbures totaux	7008	semestrielle

Les dispositions concernant les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) spécifiées ci-dessus sont applicables au rejet n° 3.1 « Eaux pluviales susceptibles d'être polluées ».

Pour les eaux pluviales de toiture, l'exploitant réalise une surveillance temporaire sur une période minimale de 24 mois représentative des conditions de fonctionnement normales, à l'issue de laquelle il réalise un bilan des rejets. L'exploitant peut, selon les conclusions du bilan, demander au préfet la suppression de la surveillance ou la révision de la liste des paramètres à contrôler.

La fréquence de transmission des résultats est annuelle, sauf en cas de dépassement d'une ou plusieurs valeurs seuils autorisées. Dans ce cas, l'exploitant transmet les résultats interprétés, au plus tard un mois après leur obtention.

En cas de dépassement des valeurs seuils autorisées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour rendre à nouveau ces rejets conformes, en justifiant cette conformité par un contrôle de vérification satisfaisant. Il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées.

Les résultats commentés des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.4.3 Contrôles de recalage (eau)

L'exploitant fait procéder à un contrôle de recalage dans les conditions définies à l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

3.5 Surveillance des milieux aquatiques et des sols

3.5.1 Surveillance des eaux souterraines

Dès le début de la phase travaux, l'exploitant met en place un suivi de la qualité des eaux souterraines à partir d'un réseau de surveillance composé a minima des ouvrages de contrôle suivants : 1 piézomètre à l'amont du site ; 2 piézomètres à l'aval du site.

La qualité des eaux souterraines est surveillée pendant une période minimale de 3 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Avant les travaux, l'exploitant procède au relevé du niveau piézométrique ainsi qu'au prélèvement et à l'analyse d'un échantillon d'eau de la nappe au droit de chacun des ouvrages de surveillance mis en place.

Un mois après le démarrage des travaux et jusqu'à 6 mois après le début de l'exploitation des installations, l'exploitant procède à une fréquence au moins trimestrielle, au relevé du niveau piézométrique ainsi qu'au prélèvement et à l'analyse d'un échantillon d'eau de la nappe au droit de chacun des ouvrages de surveillance mis en place.

Au-delà de cette période, l'exploitant procède à une fréquence au moins semestrielle, en période de hautes eaux et de basses eaux, au relevé du niveau piézométrique ainsi qu'au prélèvement et à l'analyse d'un échantillon de la nappe d'eaux souterraines au droit de chacun des ouvrages de surveillance mis en place.

Les prélèvements et les analyses des eaux prélevées dans ces piézomètres sont réalisés par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'écologie, dans le respect des règles de l'art et des normes en vigueur, les composés et substances à surveiller étant les suivants :

Paramètres	
Nom	Code SANDRE
Hydrocarbures totaux	7009
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	7088
Naphtalène	1517
Somme de benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes (BTEX)	5918
Benzène	1114
Indice phénols	1440
Chrome et ses composés (en Cr)	1389
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392
Zinc et ses composés (en Zn)	1383
Nickel et ses composés(en Ni)	1386
Arsenic et ses composés (en As)	1369
Plomb et ses composés (en Pb)	1382
Mercure et ses composés (en Hg)	1387
Etain et ses composés (en Sn)	1380
Manganèse et composés (en Mn)	1394

Cette liste de composés et substances dont les teneurs présentes dans les eaux prélevées et analysées sont mesurées, peut être complétée en tant que de besoin à l'initiative de l'exploitant ou sur demande de l'inspection des installations classées.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans le cadre de la Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite Directive « IED », l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats de la surveillance périodiques pour les eaux souterraines (tous les 5 ans).

3.5.2 Surveillance des sols

La construction des installations étant précédée par la mise en œuvre de mesures de gestion au titre des sols pollués du terrain d'assise du projet, l'exploitant transmettra à l'autorité administrative le rapport de base mis à jour au moins 1 mois avant la mise en service du site.

Dans le cadre de la Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite Directive « IED », l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats de la surveillance périodiques pour les sols (tous les 10 ans).

3.6 Dispositions spécifiques sécheresse

3.6.1 Adaptation des prélèvements en cas de sécheresse

Les mesures particulières suivantes sont mises en place en cas d'épisode de sécheresse local afin de ne pas limiter l'accès à l'eau potable, en fonction des niveaux de vigilance activés tels que définis par l'arrêté départemental-cadre sécheresse.

Vigilance (niveau 1)	Alerte (niveau 2)	Alerte renforcée (niveau 3)	Crise (niveau 4)
- Information et incitation du personnel à faire des économies d'eau.	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du personnel sur les économies d'eau à réaliser, affichage des règles élémentaires à respecter. - Arrêt de l'arrosage des pelouses ou des espaces verts sur le site. - Arrêt du lavage des voies de circulation, véhicules, aire de stationnement sauf pour des raisons de sécurité et d'hygiène justifiées auprès de l'administration. - Limitation au strict nécessaire des essais de périodiques pour la défense incendie. 	<ul style="list-style-type: none"> - Limitation des prélèvements au strict nécessaire du procédé industriel. - Report des opérations exceptionnelles, essais ou modifications des procédés générateurs d'une surconsommation en eau ou générateurs d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production à la maintenance ou au maintien du niveau de sécurité sur le site. - Transmission à l'Inspection des Installations Classées des besoins prévisionnels en eau suite à la publication de l'arrêté préfectoral de restriction. 	- réduction sensible de la production

Selon le niveau de vigilance activé en application de l'arrêté départemental-cadre sécheresse, l'exploitant réduit ses prélèvements journaliers au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant, conformément aux limites suivantes :

Origine de la ressource ou du rejet	Masse d'eau concernée	Réduction de la consommation moyenne* selon le niveau de vigilance (m³/j)			
		Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Réseau public (origine : Othain à Montmédy et exhaure des mines à Moulaine et Réhon)	Othain	/	5%	10%	30%

* : la consommation moyenne correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente N -1 et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente N-1. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse. Durant la période de montée en capacité progressive des installations, c'est-à-dire depuis la mise en service des installations et jusqu'à une durée maximale de 2 ans, cette valeur moyenne est fixée à 3 072 m³/jour. Si l'exploitant justifie que la production de l'année précédente N-1 n'est pas représentative d'une activité normale (conjoncture économique, problèmes techniques, etc.), le calcul est réalisé à partir des données de la dernière année représentative d'une activité normale.

4 AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

4.1 Mesures d'évitement, réduction et compensation (ERC)

Zone humide :

Les mesures compensatoires sont à minima les suivantes :

- Une zone rendue humide, pérenne, de taille équivalente à la zone impactée ;
- L'implantation sur celle-ci d'une flore diversifiée et typique des zones humides, favorable au développement de la biodiversité.

Elle ne pourra, en aucun cas, être détruite ou déplacée. Son positionnement doit faire l'objet d'une réflexion à long terme.

Espèces végétales invasives :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter tout risque de propagation des espèces de plantes exotiques envahissantes présentes sur le site (Renouée du Japon, Solidage du Canada, Sèneçon du Cap), en particulier en phase travaux. L'ensemble des rémanents de plantes invasives et tous les déblais excédentaires (merlons de terre, graviers, sables, divers matériaux, etc.) sont évacués hors du site vers un centre de traitement adapté (incinération, compostage ou méthanisation).

Faune – flore :

Les haies et milieux favorables aux oiseaux, reptiles, insectes et chauves-souris sont maintenus.

Avant le démarrage des travaux, l'exploitant justifie auprès de l'autorité administrative, en s'appuyant sur l'intervention d'un écologue qualifié, qu'il a pris toutes les mesures permettant de s'assurer que le chantier peut commencer sans impacter la faune et la flore en place. En particulier, les pistes de chantier sont conçues pour éviter toute formation d'ornières.

L'exploitant met également en œuvre les mesures ERC prévues dans le permis de construire.

Archéologie :

Toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie etc.) doit être signalée immédiatement au service régional de l'archéologie, site de Metz (6, place de Chambre – 57045 Metz cedex 1 – Tél. 03,87,56,41,10) soit directement, soit par l'intermédiaire de la mairie et de la préfecture, en application de l'article L 531-14 du code du patrimoine. Les vestiges découverts ne doivent pas être détruits. Tout contrevenant serait passible des peines portées à l'article 322-3-1 du code pénal.

4.2 Suivi des mesures

Chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires et de leur suivi. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées et de la direction départementale des territoires (DDT) de Meurthe-et-Moselle tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures compensatoires.

5 PROTECTION DU CADRE DE VIE

5.1 Limitation des niveaux de bruit

Les 2 zones à émergence réglementée (n° 4 et n° 5) sont localisées sur la vue aérienne ci-dessous :



Ces 2 zones à émergence réglementée sont localisées :

- côté Sud-Est : habitation au n°45 de la rue St-Laurent
- côté Nord : habitation au n°10 de la rue du Faisceaux

5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau maximal en limites de propriété de l'établissement	70 dB(A)	60 dB(A)

Les 3 points de mesure (n°1, 2 et 3) figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

5.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les deux ans.

5.1.3 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

5.2 Limitation des émissions lumineuses

Les émissions de lumière artificielle des installations d'éclairage extérieur et des éclairages intérieurs émis vers l'extérieur sont conçues de manière à prévenir, limiter et réduire les nuisances lumineuses, notamment les troubles excessifs aux personnes, à la faune, à la flore ou aux écosystèmes, entraînant un gaspillage énergétique ou empêchant l'observation du ciel nocturne.

L'éclairage de l'établissement est conforme au(x) texte(s) réglementaire(s) relatifs à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

5.3 Insertion paysagère

L'exploitant met en œuvre les mesures suivantes afin d'insérer au mieux ses installations dans le paysage :

- Végétalisation d'un maximum de surface du site, dès que cela est possible, par :
 - La plantation d'arbres sur l'ensemble du site : arbres de haute tige, arbustes, etc. ;
 - La plantation d'une pelouse sur toutes les zones libres non imperméabilisées, hormis les zones perméables minéralisées, nécessaires à l'exploitation des installations ;
 - La mise en place d'un plan d'eau paysager (avec poissons afin de limiter la prolifération des moustiques) à proximité du bâtiment administratif, agrémenté de plantations telles que des roseaux, scirpes, massettes, nénuphars, choisis pour leurs résistances aux grandes variations de hauteur d'eau, mais également sureau du Canada, saule rigide, Sagittaire latifolia, Iris sibirica, Glycérie aquatique ... ;
 - Entretien des espaces verts : tontes des pelouses et des haies régulières par des entreprises spécialisées.

Concernant les espaces verts, l'exploitant apporte une attention particulière à :

- la végétalisation des espaces verts en évitant de planter des essences susceptibles de déclencher ou d'amplifier des allergies respiratoires ;
 - l'introduction d'essences permettant de lutter contre les proliférations de chenilles processionnaires du pin et du chêne.
- Construction de bâtiment en relation avec son environnement de par la teinte des façades et des toitures ainsi que des matériaux choisis.
- Mise en œuvre de fresques sur le muret d'enceinte.

6 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met également en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

6.1 Conception des installations

6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Les dispositions constructives répondent :

- aux dispositions réglementaires des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées à l'article 1.2 du présent arrêté ;
- aux données techniques contenues dans l'étude de dangers et autres parties des différents dossiers déposés par l'exploitant, notamment la « version confidentielle » version B du 15 mars 2023.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.1.2 Désenfumage

Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :

- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ;
- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs sont composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.

Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer.

Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.

6.1.3 Organisation des stockages

Matière première	Etat physique	Lieu de stockage	Mode de stockage caractéristiques	Volume stocké
PET	Solide (déchets à granulométries variables)	à l'entrée du site	4 silos de stockage de 500 m ³ :	2 000 m ³
Enzyme	Liquide	Nord du site	2 réservoirs de stockage aériens de 50 m ³	100 m ³
Soude caustique	Liquide	Nord du site	La soude est directement diluée à 30% sur site et stockée dans un réservoir de stockage aérien de 1200 m ³ <i>Nota : La soude est diluée à 5% dans la section utilités dans un réservoir de 100 m³</i>	Soude 30% : 1200 m ³ Soude 5% : 100 m ³
Acide sulfurique	Liquide	Nord du site	1 réservoir de stockage aérien de 350 m ³	350 m ³
Acide citrique	Solide	Bâtiment logistique	50 big-bags de 2,8 m ³ dans le bâtiment logistique	140 m ³
Agent filtrant	Solide (poudre)	Nord du site	2 silos de stockage de 112,5 m ³ :	225 m ³

Les produits finis générés par le procédé de dépolymérisation enzymatique sont :

- L'Acide Téréphthalique (PTA) ;
- Le sulfate de sodium (Na₂SO₄) ;
- Le Mono Ethylène Glycol (MEG).

Ces trois produits finis sont stockés dans la zone de stockage nord du site en silos (pour les solides : PTA et Na₂SO₄) et en réservoir aérien (pour le MEG). Les zones d'emportage et d'expédition des produits sont situées à proximité des stockages. En particulier, le PTA et le sulfate de sodium (Na₂SO₄) étant sous forme de poudre, ces derniers sont stockés dans des silos directement placés sur la zone de chargement des camions.

Le PTA et le MEG doivent respecter des critères de qualité pour pouvoir être vendus. Lors du procédé, une certaine partie du PTA et/ou MEG peut ne pas respecter les spécifications de qualité requises. Ces produits dits « hors spec » ne sont donc pas destinés à la vente. Ils sont stockés dans des réservoirs de plus faibles volumes et sont ensuite réintégrés dans le procédé pour être purifiés à nouveau et ainsi respecter les spécifications de qualités exigées.

Le MEG étant liquide est stocké dans des réservoirs se situant dans la rétention commune au nord du site. L'emportage de MEG dans les camions se fait à partir d'un poste d'emportage dédié au MEG.

6.1.4 Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées au minimum 1 fois par an par un organisme accrédité.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.

6.1.5 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

La structure des voies de circulation, qui permettent l'accès à tous les bâtiments du site, est dimensionnée pour un trafic poids-lourds. Les voies, d'une largeur minimale de 6 mètres, sont maintenues dégagées en permanence. La géométrie des virages est adaptée à la circulation des engins de secours (rayon, largeur de la voie).

Les voies et dessertes destinées aux secours sont dégagées en permanence et libres de toutes eaux d'extinction.

6.1.6 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

De manière générale, les matières premières sont stockées dans la zone de stockage située au nord du site, dans une rétention commune. L'acide sulfurique dispose de sa propre rétention, du fait de son incompatibilité avec les autres produits. La cote altimétrique des murs de toutes les rétentions dépasse la cote de la crue centennale.

Chaque section du procédé véhiculant des produits potentiellement polluants est implantée :

- soit sur dalle étanche qui permet de collecter toutes égouttures ou fuites potentielles vers la fosse de relevage via un réseau de collecte (caniveaux et drains). Depuis cette fosse de relevage, les produits sont pompés vers le bac tampon d'alimentation de la station de traitements des effluents liquide du site. En cas de pollution majeure avérée, ce flux peut être orienté vers un bassin d'urgence, le temps de résoudre le problème de pollution. Les effluents pollués présents dans le bassin d'urgence sont soit traités par la station de traitement des effluents, soit traités à l'extérieur du site par une installation autorisée à les prendre en charge ;
- Soit sur rétentions étanches (stockages de produits liquides). Ces rétentions sont munies de puisards étanches. Après analyse, l'opérateur oriente, le liquide présent dans la rétention soit vers le réseau de collecte des eaux pluviales, soit vers le réseau de collecte des eaux usées process dont l'exutoire est la fosse de relevage. Le choix de la destination est fait après analyse du liquide déversé en utilisant un système de pompes et de vannes.

Les réservoirs de MEG sont situés dans la rétention commune au nord du site. La rétention se situant sous cette zone d'empotage camion est commune à la rétention de dépotage des camions soude et enzyme.

Les effluents aqueux du site sont collectés dans un bac tampon de 1 800 m³. Ce bac est situé en entrée de la station de traitement du site qui traitera ces effluents avant de les rejeter dans la Chiers. Il a pour objectif de tamponner et donc lisser la qualité des effluents entrant dans la station des effluents du site.

6.2 Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents

6.2.1 Barrières de sécurité

Phénomène dangereux	Type d'effets	Barrières de sécurité
PhD19 – Eclatement du stockage d'acide sulfurique	Surpression	Analyseur en ligne : Système de mesure pour l'identification du fluide dépoté parmi d'autres fluides

		lors du dépotage – Asservie à la vanne automatique de dépotage
PhD20 – Eclatement du stockage de soude caustique (832-T-10)	Surpression	Analyseur en ligne : Système de mesure pour l'identification du fluide dépoté parmi d'autres fluides lors du dépotage – Asservie à la vanne automatique de dépotage
PhD21 – Eclatement du stockage de soude caustique (521-T-10)	Surpression	Analyseur en ligne : Système de mesure pour l'identification du fluide dépoté parmi d'autres fluides lors du dépotage – Asservie à la vanne automatique de dépotage
Ph26-1 - Explosion au niveau d'un stockage de PTA (911-T10)	Surpression	Inertage du silo
PhD26-2 - Explosion au niveau d'un stockage de PTA (911-T20)	Surpression	Inertage du silo
PhD 28 – Feu de nappe suite à une fuite sur la cuve de 200 m ³ de MEG	Thermique	<ul style="list-style-type: none"> - Conception (épaisseur, type d'acier), contrôle décennal, contrôle visuel périodique - Dispositions constructives, maintenance - Plan de Prévention, accès restreint, permis de travail, permis feu, procédure de nettoyage, etc. - Mesures de niveau haut et très haut (indépendants) - soupape surpression / dépression - Vitesse de variation du niveau - Plan de ronde opérateurs
PhD 29 – Feu de nappe suite à une fuite sur la cuve de 40 m ³ de MEG	Thermique	<ul style="list-style-type: none"> - Conception (épaisseur, type d'acier), contrôle décennal, contrôle visuel périodique - Dispositions constructives, maintenance - Plan de Prévention, accès restreint, permis de travail, permis feu, procédure de nettoyage, etc. - Mesures de niveau haut et très haut (indépendants) - soupape surpression/dépression - Vitesse de variation du niveau - Plan de ronde opérateur
PhD32 – Incendie généralisé du bâtiment logistique	Thermique	- Sprinklage

L'exploitant transmet, avant démarrage de l'installation, une note démontrant que les mesures mises en place répondent aux caractéristiques d'une barrière de sécurité de l'arrêté du 29/09/2005 et du 04/10/2010 précités et actualisera le document listant les mesures de maîtrise des risques prévues au présent article. Ce document précise pour chaque barrière de sécurité au moins les éléments suivants :

- description de la fonction de sécurité et principe de fonctionnement ;
- type de mesure (technique, organisationnelle, active, passive) ;
- description des éléments de la chaîne de sécurité (détection, traitement, action) ;
- synoptique de la chaîne de sécurité ;
- cinétique de mise en œuvre / cinétique de l'événement à maîtriser ;
- test, contrôle et inspection à mener sur les différents éléments de la chaîne de sécurité ;
- maintenance des différents éléments de la chaîne de sécurité ;
- niveau de confiance ;
- organisation en cas de défaillance de la mesure : arrêt / mesures compensatoires justifiées.

Chaque mise à jour de ce document est transmis à l'inspection des installations classées.

6.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- b) D'un nombre d'extincteurs suffisants répartis à l'intérieur des installations, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

- c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Ces deux types de points d'eau incendie sus-cités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 120 m³/h durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées une mesure de débit et de pression de moins de 2 ans.

S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant :

Permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ;

- Indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ;

- Implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le nombre d'aire d'aspiration est adapté au débit à fournir (1 aire d'aspiration pour 120 m³ maxi). Les aires sont conformes au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie

Les poteaux incendie fournissent une pression dynamique minimale de 1 bar minimum, la pression maximale étant limitée à 8 bars.

Les points d'eau incendie sont implantés en lien avec les services d'incendie et de secours conformément au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie et à la norme NF S 62-200. Une signalétique adaptée est mise en place pour éviter les stationnements gênants.

Avant la mise en service des installations de l'établissement, le débit du réseau interne est vérifié afin de s'assurer de la disponibilité requise. L'ensemble des poteaux et des réserves incendie sont réceptionnés et les caractéristiques techniques (débit max, débit à 1 bar, pression statique et pression dynamique) sont transmises aux services d'incendie et de secours.

L'accès extérieur des bâtiments est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).

L'installation est dotée d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables.

d) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie. Le personnel, y compris le cas échéant le personnel des entreprises extérieures, est instruit sur les conduites à tenir en cas de sinistre.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Le volume utile minimal du bassin de confinement des eaux d'extinction d'un incendie, qui assure également la fonction de bassin d'orage, est de 1 539 m³. La mise en œuvre du dispositif de mise en rétention, objet d'une procédure, est assuré en priorité par du personnel du site ou de façon automatiques. Le dispositif est facilement actionnable et repérable.

1 mois avant le début de la construction des bâtiments, l'exploitant justifie auprès de l'autorité administrative qu'il dispose de moyens suffisants pour faire face à un incendie durant la phase travaux, notamment en ce qui concerne les besoins en eaux et le confinement des eaux d'extinction points d'eau incendie.

L'exploitant met à disposition des services d'incendie et de secours un « dossier d'accueil des secours » regroupant : la procédure de mise en rétention des eaux d'extinction d'un incendie ; les fiches de sécurité des matières utilisées sur le site ; un plan d'accès au site, aux bâtiments et installations (masse et situation) ; un plan des dispositifs de coupure des énergies ; un plan de situation des zones à risque (avec les quantités maximales des matières stockées), une procédure d'accueil et de guidage des secours ; un état de la défense incendie mentionnant les pressions et débits des différentes ressources en eau.

Ce dossier, tenu à jour, est accessible en toutes circonstances

6.3.2 Organisation

Le site fonctionne 24h/24 – 7j/7.

La nuit, les opérateurs et chefs d'équipe disposent de la formation et de l'expérience suffisantes pour résoudre la majeure partie des problèmes de production. Si besoin, ils peuvent faire appel au responsable de production, au directeur de site ou à toute personne de l'encadrement. La nuit, les week-ends et jours fériés, une personne d'astreinte est joignable à tout moment. En cas de nécessité, celle-ci peut se rendre sur site dans les meilleurs délais.

Le personnel est formé et sensibilisé à la prévention des risques, au risque ATEX ainsi qu'à la manipulation des extincteurs et des RIA.

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) établi sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers, au plus tard un mois avant la mise en service des installations.

Le POI définit l'organisation à mettre en place en cas de survenue d'un d'accident. Chaque scénario d'accident décrit dans l'étude de dangers dispose de fiches réflexes décrivant les actions à mettre en place et les responsabilités de chacun. Le POI inclut les scénarios du risque inondation, les mesures organisationnelles étant déclinées dans la section « Risque inondation » du POI.

Des formations et des exercices sont mises en œuvre au minimum 1 fois par an.

6.4 Prévention du risque inondation

L'exploitant met en œuvre les prescriptions imposées par le plan des risques d'inondation de la rivière CHIERS approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2023/DDT/ERC/018 du 02/06/2023 portant approbation de la modification du plan de prévention des risques inondations (PPRI) de la Chiers sur le territoire de la commune de Longlaville, l'établissement étant situé en zone R (zone de préservation).

La cote de crue de référence (centennale) au droit de l'établissement est de 262,70 m NGF IGN69.

L'exploitant met en œuvre une barrière pérenne de protection anti-inondation périphérique constituée d'un muret étanche entourant l'ensemble des installations industrielles et bâtiments, sauf les aires de parking. Des portes étanches installées aux niveaux des accès du site complètent ce dispositif.

L'exploitant intègre au POI une section « Risque inondation » comprenant en particulier les mesures d'urgence à mettre en œuvre, au plus tard un mois avant la mise en service des installations. Les principes généraux précisés dans cette section comprennent la séquence de mise en sécurité. Dans un délai maximal de 4 heures à compter du déclenchement de l'alerte crue, la préservation des personnes et de l'environnement est assurée et la sécurité des opérations visant à préserver les biens sont garanties.

L'exploitant établit également un plan d'urgence inondation dédié à la phase travaux, au plus tard un mois avant le début des travaux.

7 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

7.1 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation - Limitation du stockage sur site

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type et nature des déchets produits	Code déchet	Quantité maximale stockée sur site
DÉCHETS DANGEREUX		
Gâteau de filtration de l'hydrolysate (Gâteau de filtration avec cellulose)	07 01 10*	66 m ³
Boues de STEP (Gâteau de filtration Issue d'une station de traitement biologique)	07 01 11*	66 m ³
Résidus lourds TFE (Liquide marron)	07 02 07*	30 m ³
Emballages plastiques souillés	15 01 10*	60 m ³
Chiffons souillés	15 02 02*	1 m ³
Bidons et IBC vides souillés	15 01 10*	60 palettes (60 m ³)
Huile usagée	13 01 13*	5 m ³
DÉCHETS NON DANGEREUX		
Papier, carton	15 01 01	30 m ³
Emballages plastiques	15 01 02	60 m ³
emballages en bois	15 01 03	60 m ³
Métaux	16 01 17	30 m ³
Déchets électriques et électroniques	20 01 36	10 m ³

7.2 Gestion des déchets de PET reçus par l'installation

7.2.1 Conception des installations

Le déchet traité sur le site est du polyéthylène téréphtalate (PET) usagé.

Le déchet de PET est livré par camions en vrac, en big-bags ou conteneurs sous la forme de paillettes. Il est ensuite déchargé dans un sas et transporté à l'aide d'un transport pneumatique vers 4 silos de 500 m³ chacun à l'entrée du bâtiment procédé. La capacité de stockage totale du PET dans ces stockages est de 2 000 m³, ce qui représente 4 jours de production.

7.2.2 Description du déchet entrant (PET)

Type de déchets	Provenance autorisée	Quantités admises
polyéthylène téréphtalate (PET) (code déchet : 15 01 02 « emballages en matières plastiques ») N° CAS : 25038-59-9 Combustible	France, Belgique, Pays-Bas, Allemagne et Luxembourg dans un rayon de 500 km	50 000 tonnes de PET 100% par an (équivalent d'environ 150 tonnes par jour en moyenne)

Paillettes de 2 à 18 mm Point de fusion : 245 °C Solide cristallin soluble dans l'eau chaude et dans les solvants tels que : - Acides minéraux oxydants - Bases concentrées - Crésols - Phénols		
---	--	--

Le PET (composé de flakes et de barquettes broyées issus de la collecte sélective, de centre de tri, de rebus de recyclage mécaniques, de chutes de productions, etc), préalablement trié et lavé avant d'arriver sur site sous la forme d'un solide pré-décheté (paillettes de 2 à 18 mm).

En fonction des fournisseurs et du type de traitement qu'il a subi et de sa destination, le PET usagé entrant sur site sera classé comme matière première ou déchet.

8 DISPOSITIONS FINALES

8.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

8.2 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 38 - 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du Ministère de l'écologie dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

8.3 Publicité et information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Longlaville, commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Longlaville, commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir :

- la communauté d'agglomération du Grand Longwy ;
- les mairies de Mont-Saint-Martin ; Cosnes-et-Romain ; Longwy ; Saulnes ; Herserange ; Haucourt-Moulaine ; Hussigny-Godbrange ; Mexy
- Aubange (Belgique)
- Petange et Differdange (Luxembourg)

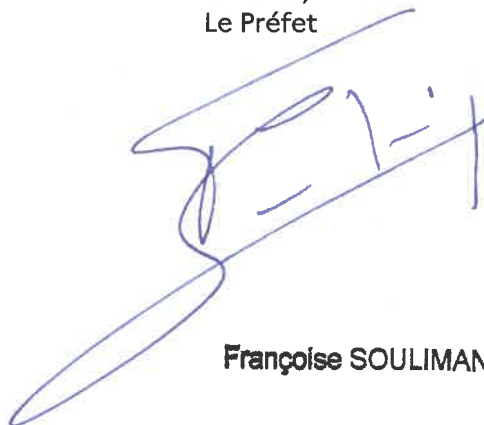
4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de quatre mois.

8.4 Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- à la société CARBIOS 54 ;
- aux maires de Longlaville et des collectivités susvisées.

NANCY, le 28 SEP. 2023
Le Préfet



Françoise SOULIMAN